

Hannah Armstrong

« En Algérie, le Sud est devenu le foyer de la contestation »

Exaspérés par la dégradation de leurs conditions de vie dans une région riche en pétrole et en gaz, les Sahariens se sont soulevés. La chercheuse à l'International Crisis Group analyse ce nouveau défi pour le gouvernement algérien

ENTRETIEN

PROPOS RECUEILLIS PAR
CHARLOTTE BOZONNET

Manifestations contre l'exploitation du gaz de schiste à In Salah, chômeurs en colère à Ouargla, violences intercommunautaires dans la ville de Ghardaïa : depuis 2013, le sud de l'Algérie, riche en hydrocarbures mais politiquement marginalisé, a connu plusieurs vagues de contestation. Dans un rapport intitulé « Sud de l'Algérie : turbulences à l'horizon », le centre de réflexion International Crisis Group (ICG) appelle les autorités algériennes à sortir de la politique « du bâton et de la carotte » pour s'attaquer aux problèmes de fond, sous peine de voir la contestation s'intensifier. Entretien avec la chercheuse d'ICG Hannah Armstrong.

Votre rapport porte exclusivement sur le sud de l'Algérie. Pourquoi cette région revêt-elle un tel enjeu ?

Le Sud a émergé comme l'épicentre de la contestation au cours des dernières années. Pour l'Etat algérien, cette région a une importance économique sans égal : c'est là que se trouvent les ressources en pétrole et en gaz du pays. Elle représente aussi un défi politique majeur, car c'est une région peu peuplée, avec des communautés différentes, éloignée des centres de pouvoir du Nord, et qui a montré, comme d'autres parties du Sahara au cours de l'Histoire, qu'il était difficile pour les autorités centrales d'y exercer leur contrôle.

La contestation dans le Sud est un phénomène récent. Comment expliquer son émergence ?

Le Sud a vécu les bouleversements nés des « printemps arabes » [à partir de la fin 2010 en Tunisie, puis à partir de 2011] de façon plus intense que le Nord. Le Nord, qui a subi la « décennie noire » [la guerre civile algérienne dans les années 1990] et connaît donc le chaos que les transitions populaires peuvent parfois engendrer, s'est montré plus cynique et fataliste. Les régions du Sud, elles, ont vécu les années 1990 de loin. Elles n'avaient pas de tradition de contestations populaires postcoloniales avant les « printemps arabes ». Mais les manifestations dans les pays voisins – en Libye, en Tunisie et au Mali – ont influencé les habitants d'In Salah et de Ouargla, les encourageant à descendre dans les rues pour exiger que l'Etat prenne des mesures, pour protester contre l'exploitation du gaz de schiste ou contre le chômage.

Il n'était pas question d'un changement de régime. Ces mouvements spontanés étaient menés par des gens qui, pour la première fois, faisaient entendre leur voix en tant que citoyens. Les habitants du Sud représentent moins de 10 % de la population nationale et se sentent souvent marginalisés ou considérés comme « folkloriques » par une culture algérienne étatiste. Le fait que le chômage soit plus élevé et les conditions de vie plus dures dans une région qui produit pourtant la majeure partie de la richesse nationale crée de l'indignation.

A Ghardaïa, des affrontements récurrents ont lieu entre Arabes sunnites et Mozabites, une minorité berbère musulmane de rite ibadite. Vous estimez cependant que le facteur ethnique n'est pas essentiel.

A Ghardaïa, tous s'accordent sur le fait qu'une absence de loi et d'ordre a précipité le basculement dans la violence. Les fractures entre les deux principales communautés, les Mozabites ibadites et les Arabes, ont pris une tournure extrêmement violente ces dernières années, avec des dizaines de morts dans des combats à mains nues et des centaines de maisons et de commerces incendiés. Mais il existe aussi des fractures à l'intérieur de chaque communauté. Face aux attaques, l'approche conciliatrice du leadership traditionnel mozabite perd du terrain au profit d'une approche plus radicale qui appelle à l'autodéfense armée. Du côté arabe, il

y a une poignée de tribus récemment sédentarisées, sans hiérarchie traditionnelle, ce qui facilite les appels à la violence des prédicateurs salafistes contre les Mozabites, qu'ils considèrent comme des apostats chiites.

Les autorités algériennes ont ignoré les appels – y compris du Parlement – à mener des enquêtes sur les raisons pour lesquelles les tensions communautaires avaient dégénéré en violences. Les déclarations de plusieurs ministres, accusant des acteurs étrangers d'en être responsables n'ont fait

qu'ajouter à la confusion. Depuis l'été 2015, la zone a été placée sous contrôle militaire, mais le calme reste précaire. Si l'on veut se diriger vers une résolution du conflit, il faudra nécessairement aller au-delà : déterminer les responsabilités et prendre des mesures pour encourager le dialogue.

A In Salah, des milliers de personnes se sont mobilisées en 2015 contre l'exploration du gaz de schiste. En quoi ce mouvement a-t-il été novateur ?

Le mouvement environnemental à In Salah était novateur car il est apparu en une nuit, grâce aux réseaux Internet et au haut niveau de connaissance de l'industrie extractive parmi les manifestants. Le jour qui a suivi l'annonce [par les autorités, en décembre 2014] de la première exploration, des milliers de personnes sont descendues dans les rues pour une grande marche pacifique. Le mouvement s'est poursuivi pendant des mois. Les inquiétudes quant aux effets négatifs des gaz de schiste sur les réserves d'eau ont été un facteur particulièrement mobilisateur : l'eau est la ressource la plus importante pour les Sahariens, et particulièrement pour les femmes, qui ont joué un rôle majeur dans l'organisation des manifestations et dans leur déroulement pacifique. D'autres facteurs ont compté, notamment le fait que la fracturation hydraulique soit interdite en France et que le Sahara algérien ait été utilisé par le passé comme un laboratoire pour les essais nucléaires français.

Dans la ville de Ouargla, de jeunes chômeurs ont créé un mouvement pour dénoncer l'abandon des autorités centrales. Cette contestation est-elle terminée ?

Le mouvement des chômeurs a baissé en intensité, mais il n'a pas disparu. En mars 2013, la marche du « million » avait mobilisé entre 5 000 et 10 000 personnes, exigeant des emplois et des politiques de développement pour le Sud. Des mesures d'urgence ont alors été annoncées par les autorités, mais les habitants ont vite été déçus. Les réformes de fond – telles que la lutte contre la corruption ou la mise en place de formations – sont tombées aux oubliettes. La répression, constante depuis 2011, a conduit certains à des modes d'action extrêmes. Récemment, des jeunes chômeurs ont ainsi cousu leurs lèvres et se sont infligé des scarifications.

Qu'ont en commun ces divers mouvements ?

Tous sont liés au fait que le Sud algérien a été historiquement lésé. Non seulement les problèmes tels que la corruption ou le chômage, qui existent au niveau national, sont pires ici, mais les voix de ses habitants sont moins entendues. Il existe un fort nationalisme dans ces régions, et les protestataires font très attention à rappeler qu'ils sont

Algériens, autant que leurs compatriotes du Nord. C'est là une réponse aux accusations selon lesquelles la contestation dans le Sud serait nourrie de tendances séparatistes ou manipulée par des acteurs des pays voisins cherchant à redessiner les frontières. Au cœur de la contestation, dans chaque zone, il y a une demande pour plus d'inclusion et d'intégration. Pourtant, l'approche du gouvernement consiste à traiter ces mouvements comme un risque sécuritaire au lieu de les considérer comme des acteurs politiques avec qui engager un dialogue. C'est là que réside le véritable risque.

Quelles ont été les réactions des autorités ?

Les forces de sécurité ont connu, depuis les années 1990, une vaste et profonde réorganisation, et les autorités font très attention à doser le niveau de répression face aux manifestations populaires dans le Sud. Ces mouvements vus comme une menace pour la sécurité et la stabilité sont réprimés par les autorités qui ciblent leurs leaders en les arrêtant. Il y a eu aussi des initiatives positives. Ainsi la ministre de l'éducation, Nouria Ben-

ghebrit, fait campagne pour réduire le taux d'abandon scolaire dans le Sud, qui s'élève à 12 % contre 6 % au niveau national. En 2016, l'une de ses premières initiatives a été de se rendre dans le Sud afin de demander aux habitants quels étaient leurs besoins et de quelle manière l'éducation peut s'adapter. C'était une approche forte qui a été bien reçue. L'Etat essaie également de minimiser l'impact des mesures d'austérité à venir dans les régions du Sud. Récemment, il a été annoncé que l'Etat couvrirait 65 % de la facture d'électricité pour l'ensemble de la zone, après une série de manifestations contre la hausse des prix.

Les demandes du Sud pour des emplois et une protection environnementale posent la question de l'inclusion et de la représentation de ces zones. Un début de solution serait d'améliorer la communication avec les leaders de la protestation. L'Etat devrait aussi clarifier sa position sur un certain nombre de sujets. Si les impératifs économiques signifient que le gaz de schiste est l'unique option, cela doit être dit clairement. La Tunisie a annoncé en juin 2016 la publication « *totale et immédiate* » de ses

contrats pétroliers en réponse à la campagne d'opinion « Où est le pétrole ? » et à des affrontements avec les forces de sécurité. De même, si Alger a de bons arguments, montrant que le gaz de schiste peut être extrait sans nuire à l'environnement, il doit les présenter de façon transparente. Même chose pour la discussion sur la création d'emplois.

Cette contestation constitue-t-elle un danger pour la stabilité du pays ?

La contestation dans le Sud révèle un problème de gouvernance plus large, dont les groupes djihadistes ont déjà cherché à tirer parti. Le gouvernement a géré les troubles de manière à les calmer momentanément, mais, s'il ne traite pas les problèmes, il est probable que le mécontentement éclate à nouveau. En raison de la chute des prix du pétrole, l'Algérie va affronter une période d'austérité économique. Cela signifie qu'acheter la paix sociale n'est plus une option. Trouver les formes d'une intégration politique effective des acteurs du Sud et de leurs inquiétudes est devenu une urgence. ■